

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 9582); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Etablissement des prix des fermages* [2 février 1951] (p. 666, 667); *Son amendement tendant à modifier le mode de calcul des baux à ferme fixé par la loi du 31 décembre 1948* (p. 668, 669, 670, 671); *Amendement de M. Hamon tendant à ne pas fixer de quantités supérieures à celles produites en 1939* [9 février 1951] (p. 971, 972); *Amendement de M. Defos du Rau relatif à la fixation du prix des baux par référence aux quantités de denrées produites* [14 février 1951] (p. 1127, 1128); *Son amendement tendant à ne permettre l'augmentation du bail que si le preneur sortant a touché une indemnité de plus-value* (p. 1130); *Son amendement tendant à imposer un abattement de 15 0/0 sur les baux normalement calculés* [16 février 1951] (p. 1235, 1236); Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas remettre en cause les avantages déjà acquis par les preneurs* [6 avril 1951] (p. 2820, 2821). — Dépose une demande d'interpellation : sur la mise en liberté du général allemand Ramcke [2 février 1951] (p. 679); — sur la politique de guerre américaine et la transformation de la Bretagne en réduit pour les troupes américaines [20 mars 1951] (p. 2213); — sur le procès du général Ramcke, commandant du port de Brest pendant la guerre [21 mars 1951] (p. 2469). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; **RADIODIFFUSION**, Art. 18 : *Amendement de M. E. Hughes tendant à rétablir les 50 milliards prévus pour l'équipement rural en 1951* [11 avril 1951] (p. 3158, 3159); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; **SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION**, Chap. 4190 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour allocation aux familles nécessiteuses (Agriculteurs mobilisés)* [5 mai 1951] (p. 4595); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux familles d'exploitants agricoles mobilisés* (p. 4603); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à établir une taxe additionnelle à l'impôt sur les sociétés* [10 mai 1951] (p. 4993); Art. 10 : *Son amendement tendant à payer mensuellement au domicile du bénéficiaire* [16 mai 1951] (p. 5272).

LAMBLIN (Mlle Solange), Député de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [19 juillet 1949] (p. 4777), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945), [26 janvier 1948] (p. 196), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302) *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 9 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1^o de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévue par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire (disposition relative aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique) (3^e partie); 3^o de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux dames secrétaires des établissements du second degré l'avance sur reclassement accordée aux fonctionnaires et assimilés des divers ordres d'enseignement, **n° 1292**. — Le 17 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Louis Marin tendant à assurer aux professeurs du Conservatoire national de musique, de l'École nationale des Beaux-Arts, de l'École des Arts décoratifs, le même régime de retraites que leurs collègues de l'enseignement supérieur, **n° 5484**. — Le 23 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre

toutes mesures pour le rétablissement sur les chemins de fer du billet collectif à 50 0/0 par groupe de 10 pour les sportifs, n° 5641. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à obtenir pour les étudiants à l'Université de Paris une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne ; 2° de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les élèves de l'enseignement supérieur de l'Université de Paris d'une réduction de 50 0/0 sur les transports en commun de la région parisienne ; 3° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour que soit attribuée aux étudiants de l'Université de Paris et des grandes écoles, une réduction de 50 0/0 sur les transports de la région parisienne, n° 7825. — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à classer à l'indice 135-195, les agents de bibliothèque considérés comme gardiens, et à leur accorder un statut conforme à leurs fonctions, n° 10408.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau sur les opérations électorales : du département de la Vienne [28 janvier 1947] (p. 64) ; du département de la Haute-Vienne (p. 65). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement des constructions scolaires de l'enseignement primaire* [22 juillet 1947] (p. 3408, 3409) ; Chap. 333 : *Bibliothèques scolaires de l'enseignement primaire* (p. 3409) ; Chap. 359 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de matériel d'hygiène scolaire* (p. 3415) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 361 : *Cinématographie d'enseignement* (p. 3416) ; Chap. 532 : *Subventions aux œuvres post-scolaires mouvements de jeunesse* (p. 3427, 3428) ; Chap. 541-1 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la Jeunesse*

(p. 3432, 3433). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant création d'un contingent de légions d'honneur pour les anniversaires de l'École normale supérieure et de l'Institut de Chimie, en qualité de *Rapporteur* [9 août 1947] (p. 4182). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5171) ; — du projet de loi portant transformation en écoles publiques des écoles privées des houillères : *Ajournement de la discussion* [20 mars 1948] (p. 2055) ; Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien des écoles privées* [14 mai 1948] (p. 2674) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 111 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire des universités* [3 août 1948] (p. 5262) ; Chap. 133 : *Personnel titulaire des lycées et collèges* (p. 5263, 5264, 5265, 5266) ; Chap. 214 : *Amendement de M. Rivet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des musées de France* [4 août 1948] (p. 5299) ; Chap. 322 : *Examens et concours du second degré* (p. 5304, 5305) ; Chap. 323 : *Frais de stage des établissements du second degré* (p. 5305) ; Chap. 328 : *Entretien et aménagement des lycées* (p. 5306) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Son amendement tendant à adopter le chiffre du Conseil de la République pour le personnel des écoles normales primaires* [14 septembre 1948] (p. 6513, 6514) ; Chap. 323 : *Son amendement tendant à adopter le chiffre du Conseil de la République pour les frais de stage dans l'enseignement secondaire* (p. 6515) ; — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à inclure la lâcheté parmi les vices condamnés* [21 janvier 1949] (p. 98) ; *Son amendement tendant à inclure la haine parmi les vices condamnés* (ibid.) ; Art. 3 : *Amendement de Mme François tendant à désigner deux représentants de l'enseignement public et un de l'enseignement privé* [27 janvier 1949] (p. 151) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer* (p. 178) ; — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble*

[28 janvier 1949] (p. 225) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale ; Chap. 534 : *Camps et colonies de vacances* (p. 2085) ; Chap. 556 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux bibliothèques universitaires* (p. 2094) ; Chap. 560 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les œuvres complémentaires de l'école* (p. 2094, 2095). — Prend part : à la discussion des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6421) ; — aux débats sur l'urgence d'une proposition de loi établissant un programme de constructions scolaires : *Contre l'urgence* [16 décembre 1949] (p. 6972). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Urgence* [23 février 1950] (p. 1314, 1315) ; En qualité de *Rapporteur* (p. 1315, 1316, 1317) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; EDUCATION NATIONALE : *Ses observations sur la réforme de l'enseignement, les nouvelles méthodes pédagogiques, l'enseignement spécial destiné aux jeunes filles et le stage pédagogique pour les futurs professeurs de lycées* [21 juin 1950] (p. 5119, 5120, 5121) ; Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (Réforme pédagogique et classes rurales)* [23 juin 1950] (p. 5242, 5243) ; Chap. 1450 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités de l'enseignement primaire (Postes déshérités)* [17 juillet 1950] (p. 5468) ; Chap. 2120 : *Personnel de la bibliothèque nationale de Paris (Reclassement des gardiens de bibliothèques)* (p. 5492) ; Chap. 3250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de stage de l'enseignement secondaire (Certificat d'aptitude pédagogique)* (p. 5499, 5500) ; le retire (p. 5501) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1070 : *Personnel de l'administration académique (Personnel des services extérieurs)* [20 avril 1951] (p. 3675) ; Chap. 1410 : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Situation des directeurs des écoles normales primaires)* [21 avril 1951] (p. 3731) ; Chap. 2190 : *Personnel auxi-*

liaire des bibliothèques (Bibliobus) (p. 3751, 3752) ; Chap. 2390 : *Indemnités de résidence (Pensions des veuves d'instituteurs)* (p. 3755) ; Chap. 4180 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation logement (Constructions scolaires)* (p. 3814). = S'excuse de son absence [22 décembre 1947] (p. 6087). = Obtient un congé [22 décembre 1947] (p. 6087).

LAMINE DEBAGHINE (M. Mohamed),
Député de Constantine (2^e collège, 2^e circonscription).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [27 décembre 1946] (p. 370) ; de la Commission du ravitaillement [30 janvier 1948] (p. 329) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [30 janvier 1948] (p. 329).

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4463, 4464, 4465, 4466).

LAMINE-GUEYE (M), *Député du Sénégal.*

*Sous-Secrétaire d'Etat
à la Présidence du Conseil*

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Son élection est validée [27 décembre 1946] (p. 371). = Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 103), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361). Est élu Vice-Président de cette Commission [J. O. du 27 février 1947] (p. 1851). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34),